

MINISTÈRE DU BUDGET, DES COMPTES PUBLICS  
ET DE LA RÉFORME DE L'ÉTAT

DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES  
Service Comptable de l'État



## Situation Mensuelle de l'Etat

Octobre 2011



<b>Notes méthodologiques et glossaire .....</b>	<b>3</b>
<b>Commentaires .....</b>	<b>4</b>
<b>Solde d'exécution budgétaire de l'exercice .....</b>	<b>6</b>
<b>Solde d'exécution budgétaire en gestion .....</b>	<b>7</b>
<b>Dépenses par Titres et Catégories .....</b>	<b>8</b>
<b>Dépenses par Missions et par Programmes.....</b>	<b>9</b>
<b>Recettes du budget général .....</b>	<b>13</b>
Recettes fiscales .....	13
Recettes non fiscales .....	15
Prélèvements sur recettes et Fonds de concours .....	17
<b>Opérations des Comptes Spéciaux en dépenses et en recettes .....</b>	<b>18</b>
<b>Opérations des Comptes Spéciaux en soldes.....</b>	<b>19</b>
<b>Tableau des Flux de Trésorerie .....</b>	<b>20</b>
<b>Situation des correspondants du Trésor et personnes habilitées .....</b>	<b>22</b>
<b>Dettes financières de l'Etat .....</b>	<b>23</b>

Les chiffres présentés sont les données cumulées depuis le 1<sup>er</sup> janvier jusqu'à la fin du mois. Ces informations sont directement issues de la comptabilité générale de l'Etat.  
Les chiffres « exécutés » 2010 correspondent aux données publiées à l'époque.  
Les chiffres « retraités » 2010 correspondent aux données exécutées corrigées des mesures nouvelles de changements de périmètre liées à la loi de finances 2011.

### Catégorie

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

### Comptes spéciaux

#### Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

#### Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux a un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

### Correspondants du Trésor

Dépôts de fonds au Trésor Public à titre obligatoire ou non.

### Crédit de paiement

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

**FMI** : Fonds Monétaire International

### Fonds de concours

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir avec ceux de l'Etat à des dépenses d'intérêt public.

### Mission

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Une mission regroupe donc un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Elle peut être interministérielle.

Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission. Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

### Période complémentaire

La période complémentaire correspond au délai imparti pour l'achèvement des recettes et des dépenses d'un exercice budgétaire qui sont en cours d'exécution à la fin de l'année civile

### Prélèvements sur recettes

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de la communauté européenne.

### Programme

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation.

Unité de spécialité des crédits, le programme constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe du programme fixée par le Parlement, sous réserve de ne pas dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

### R & D : Remboursements et Dégrèvements

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeurs sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

### Solde budgétaire de l'exercice

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante, intégrant leur imputation en gestion courante et suivante (période complémentaire).

### Solde budgétaire en gestion

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives aux budgets des années courante et précédente exécutées au cours de la gestion N courant du 01/01/N au 31/12/N.

### Tableau des flux de trésorerie (TFT)

La trésorerie est l'ensemble des comptes composant les postes de trésorerie active et passive de la situation nette de l'Etat.

Le TFT présente la ventilation des opérations d'encaissements et de décaissements de l'Etat par nature de flux : flux d'activité, flux d'investissement et flux de financement. Ce tableau est élaboré de manière similaire au TFT présenté dans le Compte Général de l'Etat (CGE).

### Titre

Les dépenses budgétaires de l'Etat sont regroupées sous les titres suivants :

- les dotations des pouvoirs publics ;
- les dépenses de personnel ;
- les dépenses de fonctionnement ;
- les charges de la dette de l'Etat ; *ces opérations visent les dépenses (décaissements) liées à la dette de l'Etat ayant un impact sur le solde les remboursements de la dette ne sont donc pas visés ici ;*
- les dépenses d'investissement ;
- les dépenses d'intervention ;
- les dépenses d'opérations financières.

Au 31 octobre 2011, solde d'exécution budgétaire (hors FMI) : -99 371 millions €

En octobre 2010, le solde s'élevait, à périmètre constant, à - 134 213 millions €.

Dépenses brutes du budget général : 318 446 millions € contre 346 575 millions € en 2010

L'écart d'exécution des dépenses entre 2011 et 2010 (-28 129 millions €) s'explique principalement par :

- une baisse des dépenses d'intervention de 17 063 millions €, consécutive notamment à de moindres remboursements et dégrèvements d'impôts (8 832 millions €), en particulier à la suite de la réforme de la TP, et à des dépenses relatives au Grand Emprunt passées en 2010 (4 979 millions €) ;
- une diminution des dépenses d'opérations financières de 19 275 millions € due également à des dépenses du Grand Emprunt intervenues en 2010 (19 978 millions €).

Cette diminution est partiellement compensée par une hausse des charges de la dette et des dépenses de personnel pour respectivement 5 955 millions € et 1 907 millions €.

➤ *Les principales dépenses du mois (hors dépenses de personnel, remboursements et dégrèvements)*

- Mission **Engagements financiers de l'Etat** : 15 552 millions € dont 15 258 millions € au titre d'un abondement du programme « Charge de la dette et trésorerie de l'Etat » ;
- Mission **Recherche et enseignement supérieur** : 2 587 millions € dont 1 825 millions € au titre du programme « Formations supérieures et recherche universitaire » ;
- Mission **Défense** : 1 632 millions € dont 721 millions € au titre du programme « Préparation et emploi des forces » et 621 millions € relatif au programme « Equipement des forces » ;
- Mission **Ecologie, développement et aménagement durables** : 1 227 millions € dont 915 millions € au programme « Infrastructures et services de transports » (subventions à l'Agence de financement des infrastructures de transport de France notamment et subventions pour l'utilisation de l'infrastructure ferroviaire notamment).

Recettes brutes du budget général : 236 802 millions € contre 215 878 millions € en 2010

➤ *Recettes fiscales : 283 257 millions € contre 285 420 millions € en 2010*

Cette évolution s'explique notamment par le recouvrement de la cotisation foncière des entreprises, cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises, taxe spéciale sur les conventions d'assurance et la taxe sur les surfaces commerciales au profit des collectivités territoriales suite à la réforme de la taxe professionnelle (-15 374 millions €). Ces effets sont partiellement compensés par une augmentation des recettes de TVA (+7 974 millions €), d'IS (+2 054 millions €) et d'IR (+1 551 millions €).

○ *Les principales recettes du mois*

- Impôt sur le revenu : 3 473 millions € ;
- Impôt de solidarité sur la fortune : 2 023 millions € ;
- TVA : 15 930 millions €.

➤ *Recettes non fiscales : 11 836 millions € contre 13 841 millions € en 2010*

Cette baisse des recettes non fiscales s'explique notamment par l'encaissement d'une recette exceptionnelle de 1 017 millions € en 2010, en application d'un jugement du Tribunal de l'Union européenne relatif au régime fiscal dérogatoire dont a bénéficié France Télécom entre 1994 et 2002.

- *Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -61 393 millions € contre -86 059 millions €*

La diminution des prélèvements sur recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales résulte essentiellement de la suppression en 2011 de la compensation relais de la réforme de la taxe professionnelle (26 498 millions € à fin octobre 2010)

**Solde des Comptes Spéciaux (hors FMI) : -17 727 millions € contre -3 516 millions € en 2010**

Cette dégradation s'explique par les variations des soldes du compte d'avances aux collectivités territoriales (-20 808 millions €) suite à la réforme de la taxe professionnelle et du compte de « Prêts à des Etats étrangers » (-1 546 millions €) en raison du prêt octroyé à la Grèce.

Elle est partiellement compensée par une amélioration du solde du compte de « Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés » (+2 868 millions €), suite aux remboursements en capital pour 4 000 millions € du prêt consenti au secteur automobile en 2009 intervenus cette année, et du compte "Participations financières de l'Etat (+ 2 876 millions €) due à la comptabilisation en 2010 d'une dépense de 3 687 millions €, au titre d'une dotation en capital à l'ANR (plan Campus).

- *Les principales évolutions du mois*

Le paiement des intérêts des OAT à taux fixes pour 15 183 millions €, le versement des avances à l'ASP dans le cadre du préfinancement des aides communautaires de la politique agricole commune pour 2 895 millions € et les avances aux collectivités territoriales pour 4 970 millions € sont les principales dépenses du mois.

Les recettes au compte d'avances aux collectivités territoriales pour 18 862 millions € sont notamment imputables aux recouvrements de taxe foncière à échéance du 15 octobre. Les recettes au compte Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat pour 15 641 millions € proviennent essentiellement de l'abondement du budget général (15 258 millions €).

**Dette financière au 31 octobre : 1 309 064 millions €**

Les flux significatifs enregistrés au cours du mois d'octobre concernent les OAT pour -7 391 millions €, les BTAN pour +9 445 millions € et les BTF pour -5 074 millions €.

**Situation de la Trésorerie de l'Etat au 31 octobre : -92 401 millions €**

La situation de la trésorerie de l'Etat arrêtée fin octobre présente un solde créditeur de 92 401 millions €. Le décaissement net au titre du mois d'octobre s'élève à 4 948 millions €.

Les principaux encaissements du mois d'octobre sont constitués par des impôts et taxes à hauteur de 25 321 millions €, d'autres encaissements pour 19 161 millions € (recettes d'impôts locaux) et des émissions d'emprunts pour 13 394 millions €.

Les principaux flux de décaissements concernent des dépenses d'intervention pour 10 745 millions € (prélèvements sur les recettes de l'Etat notamment), de personnel pour 9 031 millions €, des intérêts payés pour 15 567 millions € et des remboursements d'emprunts hors BTF pour 15 930 millions €.

Unité : million d'€

Opérations budgétaires de l'exercice	2011	2010 retraité	2010 exécuté
--------------------------------------	------	---------------	--------------

**I. BUDGET GENERAL****GESTION COURANTE (hors opérations des Comptes Spéciaux) :**

Dotations des pouvoirs publics	1 018	1 018	1 018
Dépenses de personnel	98 383	96 476	98 301
Dépenses de fonctionnement	39 386	39 627	37 311
Charges de la dette de l'Etat	45 807	39 852	39 852
Dépenses d'investissement	9 004	8 416	8 416
Dépenses d'intervention	123 915	140 978	140 674
Dépenses d'opérations financières	933	20 208	20 208

<b>Total des Dépenses</b>	<b>318 446</b>	<b>346 575</b>	<b>345 780</b>
---------------------------	----------------	----------------	----------------

<b>Total des Dépenses (hors R et D)</b>	<b>249 393</b>	<b>269 080</b>	<b>268 285</b>
---	----------------	----------------	----------------

Recettes fiscales	283 257	285 420	284 383
Recettes non fiscales	11 836	13 841	14 071
Prélèvements sur recettes	-61 393	-86 059	-86 059
Fonds de concours	3 102	2 676	2 676

<b>Total des Recettes</b>	<b>236 802</b>	<b>215 878</b>	<b>215 071</b>
---------------------------	----------------	----------------	----------------

<b>Total des Recettes (hors R et D)</b>	<b>167 749</b>	<b>138 383</b>	<b>137 576</b>
---	----------------	----------------	----------------

<b>SOLDE GESTION N</b>	<b>-81 644</b>	<b>-130 697</b>	<b>-130 709</b>
------------------------	----------------	-----------------	-----------------

**GESTION SUIVANTE (Opérations N de la période complémentaire exécutée en N+1) :**

	0	0	0
--	---	---	---

<b>SOLDE GESTION N+1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
--------------------------	----------	----------	----------

**II. COMPTES SPECIAUX****GESTION COURANTE :**

Comptes d'affectation spéciale	2 415	-2 775	-2 775
Comptes de concours financiers	-20 514	-797	346
Comptes de commerce	299	55	55
Comptes d'opérations monétaires	1 304	39	39

<b>SOLDE CS GESTION N</b>	<b>-16 496</b>	<b>-3 478</b>	<b>-2 335</b>
---------------------------	----------------	---------------	---------------

<b>SOLDE CS GESTION (hors FMI)</b>	<b>-17 727</b>	<b>-3 516</b>	<b>-2 373</b>
------------------------------------	----------------	---------------	---------------

**GESTION SUIVANTE (Opérations de la période complémentaire) :**

	0	0	0
--	---	---	---

<b>SOLDE CS GESTION N+1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
-----------------------------	----------	----------	----------

<b>SOLDE CS GESTION N+1 (hors FMI)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
--	----------	----------	----------

<b>SOLDE D'EXECUTION DES LOIS DE FINANCES de l'année</b>	<b>-98 140</b>	<b>-134 175</b>	<b>-133 044</b>
--	----------------	-----------------	-----------------

<b>SOLDE D'EXECUTION DES LOIS DE FINANCES de l'année (hors FMI)</b>	<b>-99 371</b>	<b>-134 213</b>	<b>-133 082</b>
---	----------------	-----------------	-----------------

Unité : million d'€

Opérations budgétaires de la gestion en cours	2011	2010 retraité	2010 exécuté
---	------	---------------	--------------

**I. BUDGET GENERAL**
**BUDGET DE L'ANNEE PRECEDENTE (période complémentaire) :**

Dépenses	3 188	5 546	5 546
Recettes	-219	1 473	1 473

**SOLDE BUDGET N-1**

	<b>-3 407</b>	<b>-4 073</b>	<b>-4 073</b>
--	---------------	---------------	---------------

**BUDGET DE L'ANNEE COURANTE (hors opérations des Comptes Spéciaux) :**

Dotations des pouvoirs publics	1 018	1 018	1 018
Dépenses de personnel	98 383	96 476	98 301
Dépenses de fonctionnement	39 386	39 627	37 311
Charges de la dette de l'Etat	45 807	39 852	39 852
Dépenses d'investissement	9 004	8 416	8 416
Dépenses d'intervention	123 915	140 978	140 674
Dépenses d'opérations financières	933	20 208	20 208

**Total des Dépenses**

	<b>318 446</b>	<b>346 575</b>	<b>345 780</b>
--	----------------	----------------	----------------

**Total des Dépenses (hors R et D)**

	<b>249 393</b>	<b>269 080</b>	<b>268 285</b>
--	----------------	----------------	----------------

Recettes fiscales	283 257	285 420	284 383
Recettes non fiscales	11 836	13 841	14 071
Prélèvements sur recettes	-61 393	-86 059	-86 059
Fonds de concours	3 102	2 676	2 676

**Total des Recettes**

	<b>236 802</b>	<b>215 878</b>	<b>215 071</b>
--	----------------	----------------	----------------

**Total des Recettes (hors R et D)**

	<b>167 749</b>	<b>138 383</b>	<b>137 576</b>
--	----------------	----------------	----------------

**SOLDE BUDGET N**

	<b>-81 644</b>	<b>-130 697</b>	<b>-130 709</b>
--	----------------	-----------------	-----------------

**II. COMPTES SPECIAUX**
**BUDGET DE L'ANNEE PRECEDENTE (période complémentaire) :**

	6 934	7 426	7 426
--	-------	-------	-------

**SOLDE CS BUDGET N-1**

	<b>6 934</b>	<b>7 426</b>	<b>7 426</b>
--	--------------	--------------	--------------

**SOLDE CS BUDGET N-1 (hors FMI)**

	<b>6 899</b>	<b>7 166</b>	<b>7 166</b>
--	--------------	--------------	--------------

**BUDGET DE L'ANNEE COURANTE :**

Comptes d'affectation spéciale	2 415	-2 775	-2 775
Comptes de concours financiers	-20 514	-797	346
Comptes de commerce	299	55	55
Comptes d'opérations monétaires	1 304	39	39

**SOLDE CS BUDGET N**

	<b>-16 496</b>	<b>-3 478</b>	<b>-2 335</b>
--	----------------	---------------	---------------

**SOLDE CS BUDGET N (hors FMI)**

	<b>-17 727</b>	<b>-3 516</b>	<b>-2 373</b>
--	----------------	---------------	---------------

**SOLDE D'EXECUTION DES LOIS DE FINANCES au cours de l'année**

	<b>-94 613</b>	<b>-130 822</b>	<b>-129 691</b>
--	----------------	-----------------	-----------------

**SOLDE D'EXECUTION DES LOIS DE FINANCES au cours de l'année (hors FMI)**

	<b>-95 879</b>	<b>-131 120</b>	<b>-129 989</b>
--	----------------	-----------------	-----------------

## DEPENSES PAR TITRES ET CATEGORIES

(HORS OPERATIONS DES COMPTES SPECIAUX)

Unité : million d'€

Titres et catégories	2011		2010 retraité	2010 exécuté
	Crédits	Dépenses	Dépenses	Dépenses
<b>TITRE 2</b>				
<b>Titre 2 - DEPENSES DE PERSONNEL</b>				
Rémunérations d'activité		58 085	57 527	58 679
Cotisations et contributions sociales		39 446	38 131	38 771
Prestations sociales et allocations diverses		852	819	851
<b>TOTAL DES DEPENSES DE PERSONNEL</b>	<b>117 583</b>	<b>98 383</b>	<b>96 476</b>	<b>98 301</b>
<b>AUTRES TITRES</b>				
<b>Titre 1 - DOTATIONS DES POUVOIRS PUBLICS</b>				
		1 018	1 018	1 018
<b>Titre 3 - DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>				
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel		16 974	16 837	16 838
Subventions pour charges de service public		22 412	22 790	20 473
<b>Total des dépenses de fonctionnement</b>		<b>39 386</b>	<b>39 627</b>	<b>37 311</b>
<b>Titre 4 - CHARGES DE LA DETTE DE L'ETAT</b>				
Intérêts de la dette financière négociable		0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable		0	0	0
Charges financières diverses		45 807	39 852	39 852
<b>Total des charges de la dette de l'Etat</b>		<b>45 807</b>	<b>39 852</b>	<b>39 852</b>
<b>Titre 5 - DEPENSES D'INVESTISSEMENT</b>				
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'Etat		7 723	7 306	7 306
Dépenses pour immobilisations incorporelles de l'Etat		1 281	1 110	1 110
<b>Total des dépenses d'investissement</b>		<b>9 004</b>	<b>8 416</b>	<b>8 416</b>
<b>Titre 6 - DEPENSES D'INTERVENTION</b>				
Transferts aux ménages		29 477	32 798	32 901
Transferts aux entreprises		63 060	65 452	65 312
Transferts aux collectivités territoriales		11 086	20 430	20 430
Transferts aux autres collectivités		19 833	22 274	22 007
Appels en garantie		459	24	24
<b>Total des dépenses d'intervention</b>		<b>123 915</b>	<b>140 978</b>	<b>140 674</b>
<b>Titre 7 - DEPENSES D'OPERATIONS FINANCIERES</b>				
Prêts et avances		738	813	813
Dotations en fonds propres		179	18 701	18 701
Dépenses de participations financières		16	694	694
<b>Total des dépenses d'opérations financières</b>		<b>933</b>	<b>20 208</b>	<b>20 208</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES DES AUTRES TITRES</b>	<b>261 624</b>	<b>220 063</b>	<b>250 099</b>	<b>247 479</b>
<b>TOTAL DES DEPENSES BUDGETAIRES DU BUDGET GENERAL</b>	<b>379 207</b>	<b>318 446</b>	<b>346 575</b>	<b>345 780</b>
Remboursements et dégrèvements	85 552	69 053	77 495	77 495
<b>TOTAL DES DEPENSES BUDGETAIRES DU BUDGET GENERAL (Hors R et D)</b>	<b>293 655</b>	<b>249 393</b>	<b>269 080</b>	<b>268 285</b>



Unité : million d'€

MISSIONS ET PROGRAMMES	2011		2010 retraité	2010 exécuté
	Crédits	Dépenses	Dépenses	Dépenses
<b>ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT</b>	<b>3 008</b>	<b>2 474</b>	<b>2 388</b>	<b>2 243</b>
Action de la France en Europe et dans le monde	1 844	1 471	1 408	1 408
Diplomatie culturelle et d'influence (2)	755	658	696	551
Français à l'étranger et affaires consulaires	347	302	284	284
Présidence française du G20 et du G8 (1)	62	43	-	-
<b>ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT</b>	<b>2 584</b>	<b>1 992</b>	<b>2 075</b>	<b>2 075</b>
Administration territoriale	1 739	1 331	1 359	1 359
Vie politique, culturelle et associative	185	140	231	231
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	660	521	485	485
<b>AGRICULTURE, PÊCHE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES</b>	<b>3 770</b>	<b>3 141</b>	<b>3 731</b>	<b>3 491</b>
Economie et développement durable de l'agriculture, de la pêche et des territoires	2 079	1 778	2 283	2 040
Forêt	371	320	351	351
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	552	429	451	451
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	768	614	647	649
<b>AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT</b>	<b>3 370</b>	<b>2 496</b>	<b>2 599</b>	<b>2 744</b>
Aide économique et financière au développement	1 199	942	950	950
Solidarité à l'égard des pays en développement	2 140	1 543	1 632	1 777
Développement solidaire et migrations	31	11	17	17
<b>ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION</b>	<b>3 299</b>	<b>2 763</b>	<b>3 023</b>	<b>3 023</b>
Liens entre la Nation et son armée	135	107	110	110
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant (2)	3 051	2 559	2 821	2 821
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la Seconde Guerre mondiale	113	97	92	92
<b>CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT</b>	<b>600</b>	<b>451</b>	<b>447</b>	<b>447</b>
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	339	254	252	252
Conseil économique, social et environnemental	38	38	38	38
Cour des comptes et autres juridictions financières	223	159	157	157
<b>CULTURE</b>	<b>2 786</b>	<b>2 190</b>	<b>2 305</b>	<b>2 507</b>
Patrimoines	919	640	724	1 066
Création	777	681	689	751
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	1 090	869	892	690
<b>DEFENSE</b>	<b>38 194</b>	<b>32 913</b>	<b>30 008</b>	<b>30 008</b>
Environnement et prospective de la politique de défense	1 823	1 481	1 388	1 388
Préparation et emploi des forces	22 662	19 645	18 063	18 063
Soutien de la politique de la défense	2 980	2 138	1 875	1 875
Equippedement des forces	10 729	9 649	8 682	8 682
<b>DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT</b>	<b>1 117</b>	<b>765</b>	<b>406</b>	<b>406</b>
Coordination du travail gouvernemental	585	394	344	344
Protection des droits et libertés	92	67	62	62
Moyens mutualisés des administrations déconcentrées (1)	440	304	-	-
<b>ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET AMENAGEMENT DURABLES</b>	<b>11 709</b>	<b>9 457</b>	<b>11 721</b>	<b>11 732</b>
Infrastructures et services de transports	6 073	4 873	4 451	4 445
Sécurité et circulation routières	57	26	26	26
Sécurité et affaires maritimes	136	93	95	95
Météorologie	198	195	192	190
Urbanisme, paysages, eau et biodiversité	358	229	208	208
Information géographique et cartographique	81	80	72	72
Prévention des risques	356	152	171	171
Energie, climat et après-mines (2)	750	673	724	724

Unité : million d'€

MISSIONS ET PROGRAMMES	2011		2010 retraité	2010 exécuté
	Crédits	Dépenses	Dépenses	Dépenses
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer	3 700	3 136	3 183	3 201
Démonstrateurs et plateformes technologiques en énergies renouvelables et décarbonées et chimie verte (3)	-	-	1 600	1 600
Transport et urbanisme durables (3)	-	-	1 000	1 000
Véhicule du futur (3)	-	-	0	0
<b>ECONOMIE</b>	<b>2 080</b>	<b>1 339</b>	<b>3 501</b>	<b>3 502</b>
Développement des entreprises et de l'emploi	1 082	792	813	813
Tourisme	52	35	41	42
Statistiques et études économiques	454	369	357	357
Stratégie économique et fiscale	492	143	150	150
Croissance des petites et moyennes entreprises (3)	-	-	2 140	2 140
Développement de l'économie numérique (3)	-	-	0	0
<b>ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT</b>	<b>48 714</b>	<b>47 075</b>	<b>41 016</b>	<b>41 016</b>
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat (crédits évaluatifs)	46 820	45 806	39 852	39 852
Appels en garantie de l'Etat (crédits évaluatifs)	661	459	24	24
Epargne	1 039	616	1 140	1 140
Majoration de rentes	194	194	0	0
<b>ENSEIGNEMENT SCOLAIRE</b>	<b>61 777</b>	<b>51 383</b>	<b>50 747</b>	<b>50 747</b>
Enseignement scolaire public du premier degré	18 043	15 109	14 837	14 837
Enseignement scolaire public du second degré	29 410	24 358	24 088	24 088
Vie de l'élève	3 876	3 202	3 136	3 136
Enseignement privé du premier et du second degrés	7 082	5 965	5 979	5 979
Soutien de la politique de l'éducation nationale	2 076	1 719	1 665	1 665
Enseignement technique agricole	1 290	1 030	1 020	1 020
Internats d'excellence et égalité des chances (3)	-	-	22	22
<b>GESTION DES FINANCES PUBLIQUES ET DES RESSOURCES HUMAINES</b>	<b>11 986</b>	<b>9 479</b>	<b>9 410</b>	<b>9 410</b>
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	8 501	6 989	7 027	7 014
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local : expérimentations Chorus (3)	-	-	-1	12
Stratégie des finances publiques et modernisation de l'Etat	394	216	204	204
Conduite et pilotage des politiques économique et financière	917	718	676	619
Conduite et pilotage des politiques économique et financière (hors Chorus) (3)	-	-	0	57
Facilitation et sécurisation des échanges	1 613	1 326	1 265	1 265
Entretien des bâtiments de l'Etat	338	87	140	140
Fonction publique	223	143	99	99
<b>IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION</b>	<b>645</b>	<b>426</b>	<b>396</b>	<b>396</b>
Immigration et asile	562	380	350	350
Intégration et accès à la nationalité française	83	46	46	46
<b>JUSTICE</b>	<b>7 173</b>	<b>5 566</b>	<b>5 454</b>	<b>5 424</b>
Justice judiciaire	2 968	2 243	2 303	2 303
Administration pénitentiaire	2 820	2 203	2 044	2 044
Protection judiciaire de la jeunesse	765	630	612	612
Accès au droit et à la justice	355	294	285	255
Conduite et pilotage de la politique de la justice	265	196	210	206
Conduite et pilotage de la politique de la justice (hors Chorus) (3)	-	-	0	4
<b>MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES</b>	<b>1 404</b>	<b>1 020</b>	<b>1 035</b>	<b>788</b>
Soutien à l'expression radiophonique locale (3)	-	-	0	17
Contribution à l'audiovisuel et à la diversité radiophonique (2)	485	319	361	333
Action audiovisuelle extérieure	206	197	197	189
Presse	423	263	249	249
Livre et industries culturelles (1)	290	241	229	-

Unité : million d'€

MISSIONS ET PROGRAMMES	2011		2010 retraité	2010 exécuté
	Crédits	Dépenses	Dépenses	Dépenses
<b>OUTRE-MER</b>	<b>2 039</b>	<b>1 646</b>	<b>1 744</b>	<b>1 744</b>
Emploi outre-mer	1 349	1 182	1 177	1 177
Conditions de vie outre-mer	690	464	567	567
<b>PLAN DE RELANCE DE L'ECONOMIE</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>2 345</b>	<b>2 345</b>
Programme exceptionnel d'investissement public (3)	-	-	435	435
Soutien exceptionnel à l'activité économique et à l'emploi (3)	-	-	1 545	1 545
Effort exceptionnel en faveur du logement et de la solidarité (3)	-	-	365	365
<b>POLITIQUE DES TERRITOIRES</b>	<b>384</b>	<b>189</b>	<b>176</b>	<b>176</b>
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	319	161	159	159
Interventions territoriales de l'Etat	65	28	17	17
<b>POUVOIRS PUBLICS</b>	<b>1 018</b>	<b>1 018</b>	<b>1 018</b>	<b>1 018</b>
Présidence de la République	112	112	112	112
Assemblée nationale	534	534	534	534
Sénat	328	328	328	328
La Chaîne parlementaire	32	32	31	31
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0
Conseil constitutionnel	11	11	12	12
Haute Cour	0	0	0	0
Cour de justice de la République	1	1	1	1
<b>PROVISIONS</b>	<b>630</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Provision relative aux rémunérations publiques	0	0	0	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	630	0	0	0
<b>RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR</b>	<b>25 359</b>	<b>22 234</b>	<b>42 178</b>	<b>41 583</b>
Formations supérieures et recherche universitaire	12 384	11 612	11 532	11 215
Vie étudiante	2 092	1 751	1 704	1 704
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	5 103	4 122	3 527	3 496
Recherche dans le domaine de la gestion des milieux et des ressources	1 238	1 033	921	921
Recherche spatiale	1 379	1 194	1 103	1 103
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de l'aménagement durables	1 457	1 178	1 040	905
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	1 094	782	890	750
Recherche duale (civile et militaire)	189	188	190	190
Recherche culturelle et culture scientifique	124	117	116	143
Enseignement supérieur et recherche agricoles	299	257	256	256
Instituts thématiques d'excellence en matière d'énergies décarbonées (3)	-	-	1 000	1 000
Projets thématiques d'excellence (3)	-	-	3 050	3 050
Pôles d'excellence (3)	-	-	14 350	14 350
Recherche dans le domaine de l'aéronautique (3)	-	-	1 500	1 500
Nucléaire de demain (3)	-	-	1 000	1 000
<b>REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE</b>	<b>6 012</b>	<b>5 717</b>	<b>5 265</b>	<b>5 265</b>
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	3 868	3 737	3 599	3 599
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	795	631	628	628
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	1 349	1 349	1 038	1 038
<b>RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES</b>	<b>2 693</b>	<b>2 190</b>	<b>2 255</b>	<b>2 255</b>
Concours financiers aux communes et groupements de communes	778	553	599	599
Concours financiers aux départements	498	398	412	412
Concours financiers aux régions	900	855	853	853
Concours spécifiques et administration	517	384	391	391

Unité : million d'€

MISSIONS ET PROGRAMMES	2011		2010 retraité	2010 exécuté
	Crédits	Dépenses	Dépenses	Dépenses
<b>REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS</b>	<b>85 552</b>	<b>69 053</b>	<b>77 495</b>	<b>77 495</b>
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat (crédits évaluatifs)	73 844	62 232	63 743	63 743
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux (crédits évaluatifs)	11 708	6 821	13 752	13 752
<b>SANTE</b>	<b>1 223</b>	<b>1 004</b>	<b>951</b>	<b>951</b>
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins (2)	578	417	418	337
Offre de soins et qualité du système de soins (3)	-	-	0	81
Protection maladie	645	587	533	533
<b>SECURITE</b>	<b>16 899</b>	<b>13 818</b>	<b>13 411</b>	<b>13 411</b>
Police nationale	9 121	7 408	7 192	7 192
Gendarmerie nationale	7 778	6 410	6 219	6 219
<b>SECURITE CIVILE</b>	<b>465</b>	<b>332</b>	<b>348</b>	<b>348</b>
Intervention des services opérationnels	290	191	169	169
Coordination des moyens de secours	175	141	179	179
<b>SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES</b>	<b>12 381</b>	<b>10 546</b>	<b>10 667</b>	<b>10 463</b>
Lutte contre la pauvreté : revenu de solidarité active et expérimentations sociales	683	124	794	794
Actions en faveur des familles vulnérables	245	187	195	328
Handicap et dépendance	9 916	9 027	8 324	8 324
Egalité entre les hommes et les femmes	21	15	22	22
Conduite et soutien des politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative (2)	1 516	1 193	1 332	995
<b>SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE</b>	<b>462</b>	<b>304</b>	<b>304</b>	<b>613</b>
Sport	239	178	203	203
Jeunesse et vie associative	223	126	101	101
Conduite et pilotage de la politique du sport, de la jeunesse et de la vie associative (3)	-	-	0	309
<b>TRAVAIL ET EMPLOI</b>	<b>12 097</b>	<b>8 624</b>	<b>10 834</b>	<b>10 834</b>
Accès et retour à l'emploi	6 485	4 787	6 007	6 007
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	4 744	3 188	4 114	4 114
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	86	49	48	48
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	782	600	665	665
Investissements dans la formation en alternance (3)	-	-	0	0
<b>VILLE ET LOGEMENT</b>	<b>7 777</b>	<b>6 841</b>	<b>7 320</b>	<b>7 320</b>
Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables	1 217	919	836	836
Aide à l'accès au logement	5 302	5 014	5 094	5 094
Développement et amélioration de l'offre de logement	643	350	319	319
Politique de la ville et du Grand Paris (2)	615	558	571	571
Rénovation thermique des logements (3)	-	-	500	500
<b>TOTAL DES DEPENSES BUDGETAIRES BRUTES DU BUDGET GENERAL</b>	<b>379 207</b>	<b>318 446</b>	<b>346 575</b>	<b>345 780</b>

(1) Programme créé en 2011

(2) Libellé de programme modifié en 2011

(3) Programme supprimé en 2011

Unité : million d'€

Désignation des recettes	2011		2010	2010 exécuté
	Prévisions	Réalisations	retraité	
<b>11 - IMPOT SUR LE REVENU</b>				
Impôt sur le revenu	58 533	52 544	50 993	49 556
<b>12 - AUTRES IMPOTS DIRECTS PERCUS PAR VOIE D'EMISSION DE ROLES</b>				
Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles	6 018	4 696	5 646	5 102
<b>13 - IMPOT SUR LES SOCIETES</b>				
Impôt sur les sociétés	53 851	40 386	38 332	38 120
<b>14 - AUTRES IMPOTS DIRECTS ET TAXES ASSIMILEES</b>				
Retenues à la source sur certains bénéficiaires non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	519	455	367	367
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	5 452	5 056	4 095	4 095
Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963 art 28-IV) (1)	0	0	-	-
Précabotpte dû par les sociétés au titre de certains bénéficiaires distribués (loi n°65-566 du 12 juillet 1965, art. 3)	0	0	0	0
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	4	6	27	27
Impôt de solidarité sur la fortune	4 106	4 176	4 105	4 105
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	35	33	33	33
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	80	83	94	94
Taxe sur les salaires (1)	0	0	-	-
Cotisation minimale de taxe professionnelle	250	234	609	609
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	15	9	13	13
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	15	12	13	13
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	70	67	41	41
Contribution des institutions financières	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	0	3	602	602
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle - Cotisation nationale de péréquation sur la cotisation locale d'activité à partir de 2010 (2)	28	14	131	131
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises	0	0	10 353	10 353
Cotisation foncière des entreprises	691	659	2 671	2 798
Recettes diverses	1 011	844	232	232
<b>TOTAL (14)</b>	<b>12 276</b>	<b>11 651</b>	<b>23 386</b>	<b>23 513</b>
<b>15 - TAXE INTERIEURE SUR LES PRODUITS PETROLIERS</b>				
Taxe intérieure sur les produits pétroliers	13 989	11 638	11 668	11 792
<b>16 - TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE</b>				
Taxe sur la valeur ajoutée	179 091	149 024	141 050	141 946
<b>17 - ENREGISTREMENT, TIMBRE, AUTRES CONTRIBUTIONS ET TAXES INDIRECTES</b>				
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	435	408	293	293
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	175	149	137	137
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	1	0	1	1
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	62	61	298	298
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	1 300	1 377	645	645

Unité : million d'€

Désignation des recettes	2011		2010	2010 exécuté
	Prévisions	Réalisations	retraité	
Mutations à titre gratuit par décès	6 898	5 604	5 573	5 573
Autres conventions et actes civils	361	305	284	284
Actes judiciaires et extrajudiciaires (1)	0	0	-	-
Taxe de publicité foncière	243	215	254	254
Taxe spéciale sur les conventions d'assurance	92	88	2 498	2 498
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	125	104	91	91
Timbre unique	118	126	90	90
Taxe sur les véhicules de société	0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	0	0
Permis de chasser	0	0	0	0
Droits d'importation	0	0	0	0
Autres taxes intérieures	350	294	270	270
Autres droits et recettes accessoires	6	3	6	6
Amendes et confiscations	150	139	37	37
Taxe générale sur les activités polluantes	191	151	84	84
Cotisation à la production sur les sucres	-	-	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs (1)	27	24	-	-
Contribution carbone	0	0	-	-
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	0	0	0	0
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	174	132	130	130
Autres droits et recettes à différents titres	4	2	267	267
Taxe sur les achats de viande	45	45	1	1
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	53	46	47	47
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	53	43	45	45
Taxe sur certaines dépenses de publicité	30	28	28	28
Taxe de l'aviation civile	76	53	43	52
Taxe sur les installations nucléaires de base	819	804	361	361
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	29	26	26	26
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs) (2)	2 092	1 661	1 543	1 543
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	720	657	642	642
Prélèvements sur le produit brut des paris hippiques	440	326	306	306
Prélèvements sur les paris sportifs (1)	107	76	-	-
Prélèvements sur les jeux de cercle en ligne (1)	78	56	-	-
Redevances sur les paris hippiques en ligne (1)	110	80	-	-
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	110	87	0	0
Autres taxes	167	148	345	345
<b>TOTAL (17)</b>	<b>15 641</b>	<b>13 318</b>	<b>14 345</b>	<b>14 354</b>
<b>TOTAL DES RECETTES FISCALES</b>	<b>339 399</b>	<b>283 257</b>	<b>285 420</b>	<b>284 383</b>
Remboursements et dégrèvements	85 552	69 053	77 495	77 495
<b>TOTAL DES RECETTES FISCALES (Hors R et D)</b>	<b>253 847</b>	<b>214 204</b>	<b>207 925</b>	<b>206 888</b>

(1) Ligne de recettes créée en 2011

(2) Libellé modifié en 2011

Unité : million d'€

Désignation des recettes	2011		2010	2010 exécuté
	Prévisions	Réalisations	retraité	
<b>21 - DIVIDENDES ET RECETTES ASSIMILEES</b>				
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	2 805	2 838	3 174	3 064
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	540	545	510	510
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéfiques des établissements publics non financiers	4 424	2 801	2 701	2 512
Autres dividendes et recettes assimilées	0	0	0	0
<b>TOTAL (21)</b>	<b>7 769</b>	<b>6 184</b>	<b>6 385</b>	<b>6 086</b>
<b>22 - PRODUITS DU DOMAINE DE L'ETAT</b>				
Revenus du domaine public non militaire	220	155	183	183
Autres revenus du domaine public	170	128	42	42
Revenus du domaine privé	70	48	27	27
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	243	175	83	78
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires	1 131	744	720	720
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	52	39	36	36
Autres produits de cessions d'actifs	1	0	0	0
Autres revenus du domaine	20	11	11	11
<b>TOTAL (22)</b>	<b>1 907</b>	<b>1 300</b>	<b>1 102</b>	<b>1 097</b>
<b>23 - PRODUITS DE LA VENTE DE BIENS ET SERVICES</b>				
Remboursement par les Communautés européennes des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget (1)	529	363	332	332
Autres frais d'assiette et de recouvrement	490	418	478	478
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	77	48	66	66
Produits de la vente de divers biens	2	1	1	1
Produits de la vente de divers services	60	36	87	87
Autres recettes diverses	13	9	11	11
<b>TOTAL (23)</b>	<b>1 171</b>	<b>875</b>	<b>975</b>	<b>975</b>
<b>24 - REMBOURSEMENTS ET INTERETS DES PRETS, AVANCES ET AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>				
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	487	388	162	162
Intérêts des prêts du Fonds de développement économique et social	2	1	2	2
Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	31	17	8	8
Intérêts des autres prêts et avances	310	303	441	441
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	202	80	158	158
Autres avances remboursables sous conditions	5	5	4	4
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	7	7	0	0
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	30	21	9	9
<b>TOTAL (24)</b>	<b>1 074</b>	<b>822</b>	<b>784</b>	<b>784</b>

Unité : million d'€

Désignation des recettes	2011		2010	2010 exécuté
	Prévisions	Réalisations	retraité	
<b>25 - AMENDES, SANCTIONS, PENALITES ET FRAIS DE POURSUITES</b>				
Produits des amendes forfaitaires de la police de la circulation (1)	445	0	379	545
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	220	114	341	341
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	30	7	7	7
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'Agence judiciaire du Trésor	14	9	9	9
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	320	234	230	597
Frais de poursuite	112	84	87	87
Frais de justice et d'instance	1	1	1	1
Intérêts moratoires	1	0	0	0
Pénalités	2	1	1	1
<b>TOTAL (25)</b>	<b>1 145</b>	<b>450</b>	<b>1 055</b>	<b>1 588</b>
<b>26 - DIVERS</b>				
Reversements de Natixis	220	0	0	0
Reversements de la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur	300	0	500	500
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	965	965	742	742
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	119	140	182	182
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	130	107	97	97
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	11	8	8	8
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	575	426	366	366
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	50	49	63	63
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienn	39	29	23	23
Frais d'inscription	8	4	7	7
Recouvrement des indemnités versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	9	8	7	7
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	2	3	1	1
Récupération d'indus	43	27	23	23
Recouvrements après admission en non-valeur	270	164	189	189
Divers versements des Communautés européennes	30	0	0	0
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	50	0	0	0
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	40	28	36	36
Recettes diverses en provenance de l'étranger	4	3	3	3
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	4	0	0	0
Soultte sur reprise de dettes et recettes assimilées	0	0	0	0
Recettes accidentelles	190	100	112	112
Produits divers	20	14	23	23
Autres produits divers	160	130	1 159	1 159
<b>TOTAL (26)</b>	<b>3 239</b>	<b>2 205</b>	<b>3 541</b>	<b>3 541</b>
<b>TOTAL DES RECETTES NON FISCALES</b>	<b>16 305</b>	<b>11 836</b>	<b>13 841</b>	<b>14 071</b>

(1) Libellé modifié en 2011



Unité : million d'€

Désignation des recettes	2011		2010	2010 exécuté
	Prévisions	Réalisations	retraité	
<b>PRELEVEMENTS SUR LES RECETTES DE L' ETAT</b>				
<b>31- Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales</b>				
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-41 265	-34 388	-34 242	-34 242
Prélèvement sur les recettes de l'Etat du produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation et des radars automatiques	0	0	-533	-533
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	-27	-10	-2	-2
Dotation de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	-33	-29	-153	-153
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation de compensation de la taxe professionnelle	-379	-303	-488	-488
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée	-5 404	-5 033	-5 190	-5 190
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	-1 862	-1 530	-1 716	-1 716
Dotation élu local	-65	-54	-54	-54
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Corse et des départements de Corse	-40	-33	-34	-34
Compensation de la suppression de la part salaire de la taxe professionnelle	0	0	-33	-33
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion	-500	-417	-417	-417
Dotation départementale d'équipement des collèges	-326	-272	-272	-272
Dotation régionale d'équipement scolaire	-661	-551	-551	-551
Compensation d'exonération au titre de la réduction de la fraction des recettes prises en compte dans les bases de taxe professionnelle des titulaires de bénéfices non commerciaux	-172	-143	-235	-235
Compensation d'exonération de la taxe foncière relative au non-bâti agricole (hors la Corse)	0	0	-170	-170
Fonds de solidarité des collectivités territoriales touchées par des catastrophes naturelles	0	0	-13	-13
Dotation globale de construction et d'équipement scolaire	-3	-2	-2	-2
Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée	0	0	-134	-134
Compensation relais de la réforme de la taxe professionnelle	-50	0	-26 498	-26 498
Prélèvement sur les recettes de l'Etat spécifique au profit des dotations d'aménagement	0	0	-109	-109
Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (1)	-2 944	-2 108	-	-
Dotation pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale (1)	-949	-789	-	-
Dotation de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle (1)	-457	-349	-	-
Prélèvement sur les recettes de l'Etat spécifique au profit de la dotation globale de fonctionnement (1)	-115	-96	-	-
<b>TOTAL (31)</b>	<b>-55 252</b>	<b>-46 107</b>	<b>-70 846</b>	<b>-70 846</b>
<b>32- Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne</b>				
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du budget des Communautés européennes	-18 231	-15 286	-15 213	-15 213
<b>TOTAL (32)</b>	<b>-18 231</b>	<b>-15 286</b>	<b>-15 213</b>	<b>-15 213</b>
<b>TOTAL DES PRELEVEMENTS SUR LES RECETTES DE L' ETAT</b>	<b>-73 483</b>	<b>-61 393</b>	<b>-86 059</b>	<b>-86 059</b>
<b>FONDS DE CONCOURS</b>				
Fonds de concours ordinaires et spéciaux		2 805	2 446	2 446
Fonds de concours - coopération internationale		297	230	230
<b>TOTAL DES FONDS DE CONCOURS</b>	<b>3 226</b>	<b>3 102</b>	<b>2 676</b>	<b>2 676</b>
<b>TOTAL GENERAL DES RECETTES</b>	<b>285 447</b>	<b>236 802</b>	<b>215 878</b>	<b>215 071</b>
Remboursements et dégrèvements	85 552	69 053	77 495	77 495
<b>TOTAL GENERAL DES RECETTES (Hors R et D)</b>	<b>199 895</b>	<b>167 749</b>	<b>138 383</b>	<b>137 576</b>

(1) Ligne créée en 2011

Unité : million d'€

Désignation	2011		2010 retraité		2010 exécuté	
	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
<b>COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE</b>						
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers (1)	221	1 085	133	212	133	212
Développement agricole et rural	99	106	100	101	100	101
Engagements en faveur de la forêt dans le cadre de la lutte contre le changement climatique (2)	0	0	-	-	-	-
Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage (2)	0	623	-	-	-	-
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	282	445	369	481	369	481
Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien	0	936	0	0	0	0
Participations financières de l'Etat	681	183	4 549	1 175	4 549	1 175
Pensions	43 039	43 243	41 476	41 883	41 476	41 883
Services nationaux de transport conventionnés de voyageurs (2)	100	216	-	-	-	-
<b>Total des Comptes d' Affectation Spéciale</b>	<b>44 422</b>	<b>46 837</b>	<b>46 627</b>	<b>43 852</b>	<b>46 627</b>	<b>43 852</b>
<b>COMPTES DE CONCOURS FINANCIERS</b>						
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0
Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	2 970	72	2 516	67	2 516	67
Avances à l'audiovisuel public	2 685	1 406	2 602	1 237	2 602	1 341
Avances au fonds d'aide à l'acquisition de véhicules propres	360	176	478	162	478	162
Avances aux collectivités territoriales	72 909	58 486	46 753	53 138	46 753	54 177
Prêts à des Etats étrangers	6 281	681	4 623	569	4 623	569
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	131	4 001	1 007	2 009	1 007	2 009
<b>Total des Comptes de Concours Financiers</b>	<b>85 336</b>	<b>64 822</b>	<b>57 979</b>	<b>57 182</b>	<b>57 979</b>	<b>58 325</b>
<b>COMPTES DE COMMERCE</b>						
Approvisionnement des armées en produits pétroliers	576	526	429	453	429	453
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	122	126	102	87	102	87
Couverture des risques financiers de l'Etat	1 831	1 831	1 232	1 232	1 232	1 232
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	259	437	219	142	219	142
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	49 009	49 171	42 845	43 056	42 845	43 056
Gestion des actifs carbonés de l'Etat	0	0	0	0	0	0
Lancement de certains matériels aéronautiques et de certains matériels d'armement complexes	1	9	4	0	4	0
Liquidation d'établissements publics de l'Etat et liquidations diverses	0	0	0	0	0	0
Opérations commerciales des domaines	33	44	72	55	72	55
Opérations industrielles et commerciales des directions départementales et régionales de l'équipement	95	84	501	434	501	434
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	20	17	16	16	16	16
<b>Total des Comptes de Commerce</b>	<b>51 946</b>	<b>52 245</b>	<b>45 420</b>	<b>45 475</b>	<b>45 420</b>	<b>45 475</b>
<b>COMPTES D'OPERATIONS MONETAIRES</b>						
Emission des monnaies métalliques	107	194	138	168	138	168
Opérations avec le Fonds monétaire international	2 367	3 598	1 048	1 086	1 048	1 086
Pertes et bénéfices de change	31	17	40	11	40	11
<b>Total des Comptes d' Opérations Monétaires</b>	<b>2 505</b>	<b>3 809</b>	<b>1 226</b>	<b>1 265</b>	<b>1 226</b>	<b>1 265</b>
<b>TOTAL DES COMPTES SPECIAUX</b>	<b>184 209</b>	<b>167 713</b>	<b>151 252</b>	<b>147 774</b>	<b>151 252</b>	<b>148 917</b>
<b>TOTAL DES COMPTES SPECIAUX (Hors FMI)</b>	<b>181 842</b>	<b>164 115</b>	<b>150 204</b>	<b>146 688</b>	<b>150 204</b>	<b>147 831</b>

Unité : million d'€

Désignation	2011	2010 retraité	2010 exécuté
<b>COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE</b>			
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers (1)	864	79	79
Développement agricole et rural	7	1	1
Engagements en faveur de la forêt dans la lutte contre le changement climatique (2)	0	-	-
Financement national du développement et de la modernisation de l'apprentissage (2)	623	-	-
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	163	112	112
Gestion et valorisation des ressources tirées de l'utilisation du spectre hertzien	936	0	0
Participations financières de l'Etat	-498	-3 374	-3 374
Pensions	204	407	407
Services nationaux de transport conventionnés des voyageurs (2)	116	-	-
<b>Total des Comptes d' Affectation Spéciale</b>	<b>2 415</b>	<b>-2 775</b>	<b>-2 775</b>
<b>COMPTES DE CONCOURS FINANCIERS</b>			
Accords monétaires internationaux	0	0	0
Avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	-2 898	-2 449	-2 449
Avances à l'audiovisuel	-1 279	-1 365	-1 261
Avances au fonds d'aide à l'acquisition de véhicules propres	-184	-316	-316
Avances aux collectivités territoriales	-14 423	6 385	7 424
Prêts à des Etats étrangers	-5 600	-4 054	-4 054
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	3 870	1 002	1 002
<b>Total des Comptes de Concours Financiers</b>	<b>-20 514</b>	<b>-797</b>	<b>346</b>
<b>COMPTES DE COMMERCE</b>			
Approvisionnement des armées en produits pétroliers	-50	24	24
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire	4	-15	-15
Couverture des risques financiers de l'Etat	0	0	0
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat	178	-77	-77
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat	162	211	211
Gestion des actifs carbonés de l'Etat	0	0	0
Lancement de certains matériels aéronautiques et de certains matériels d'armement complexes	8	-4	-4
Liquidation d'établissements publics de l'Etat et liquidations diverses	0	0	0
Opérations commerciales des domaines	11	-17	-17
Opérations industrielles et commerciales des directions départementales et régionales de l'équipement	-11	-67	-67
Régie industrielle des établissements pénitentiaires	-3	0	0
<b>Total des Comptes de Commerce</b>	<b>299</b>	<b>55</b>	<b>55</b>
<b>COMPTES D'OPERATIONS MONETAIRES</b>			
Emission des monnaies métalliques	87	30	30
Opérations avec le Fonds monétaire international	1 231	38	38
Pertes et bénéfices de change	-14	-29	-29
<b>Total des Comptes d' Opérations Monétaires</b>	<b>1 304</b>	<b>39</b>	<b>39</b>
<b>TOTAL DES COMPTES SPECIAUX</b>	<b>-16 496</b>	<b>-3 478</b>	<b>-2 335</b>
<b>TOTAL DES COMPTES SPECIAUX (Hors FMI)</b>	<b>-17 727</b>	<b>-3 516</b>	<b>-2 373</b>

Unité : million d'€

	Octobre		Cumul au 31 Octobre 2011		Evolution	
	2011	2 010	2011	2 010	en %	
<b>Flux de trésorerie liés à l'activité</b>	<b>Encaissements</b>	<b>46 587</b>	<b>47 291</b>	<b>357 800</b>	<b>345 676</b>	<b>3,51%</b>
	Ventes de produits et prestations de service encaissées	92	90	581	849	-31,57%
	Autres recettes de fonctionnement	1 179	247	3 547	4 153	-14,59%
	Impôts et taxes encaissés	25 321	23 258	275 655	276 019	-0,13%
	Autres recettes régaliennes	334	660	4 475	4 434	0,92%
	Recettes d'intervention	0	560	1 479	2 683	-44,88%
	Intérêts et dividendes reçus	500	437	9 742	9 875	-1,35%
	Autres encaissements	19 161	22 039	62 321	47 663	30,75%
	<b>Décaissements</b>	<b>49 660</b>	<b>51 842</b>	<b>442 802</b>	<b>444 695</b>	<b>-0,43%</b>
	Dépenses de personnel	9 031	9 769	100 016	100 350	-0,33%
	Achats et prestations externes payés	1 934	1 822	15 294	13 970	9,48%
	Remboursements et restitutions sur impôts et taxes	4 026	4 131	56 861	57 795	-1,62%
	Autres dépenses de fonctionnement	160	595	2 361	2 934	-19,53%
	Subventions pour charges de service public versées	2 914	2 433	22 228	20 834	6,69%
	Dépenses d'intervention	10 745	14 102	120 480	153 502	-21,51%
	Versements résultant de la mise en jeu de la garantie de l'Etat	0	1	461	8	5662,50%
	Intérêts payés	15 567	13 820	45 082	40 531	11,23%
Autres décaissements	5 283	5 169	80 019	54 771	46,10%	
<b>Flux de trésorerie nets liés à l'activité (I)</b>	<b>-3 073</b>	<b>-4 551</b>	<b>-85 002</b>	<b>-99 019</b>	<b>14,16%</b>	
<b>Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement</b>	<b>Acquisitions d'immobilisations</b>	<b>4 199</b>	<b>4 638</b>	<b>21 044</b>	<b>40 227</b>	<b>-47,69%</b>
	Immobilisations corporelles et incorporelles	893	1 092	8 193	6 579	24,53%
	Immobilisations financières	3 306	3 546	12 851	33 648	-61,81%
	<b>Cessions d'immobilisations</b>	<b>680</b>	<b>236</b>	<b>15 530</b>	<b>12 710</b>	<b>22,19%</b>
	Immobilisations corporelles et incorporelles	48	79	479	399	20,05%
	Immobilisations financières	632	157	15 051	12 311	22,26%
<b>Flux de trésorerie nets liés aux opérations d'investissement (II)</b>	<b>-3 519</b>	<b>-4 402</b>	<b>-5 514</b>	<b>-27 517</b>	<b>79,96%</b>	

Unité : million d'€

	Octobre		Cumul au 31 Octobre 2011		Evolution	
	2011	2 010	2011	2 010	en %	
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement	<b>Emissions d'emprunt</b>	13 394	17 217	190 413	180 785	5,33%
	OAT	8 765	11 896	114 317	115 712	-1,21%
	BTAN	9 780	8 612	74 141	76 425	-2,99%
	Solde des BTF	-5 151	-3 291	1 955	-11 352	117,22%
	<b>Remb. des emprunts (hors BTF)</b>	15 930	17 432	118 461	105 916	11,84%
	<b>Dettes négociables</b>	15 930	16 932	117 878	102 283	15,25%
	OAT	15 664	14 594	57 797	33 352	73,29%
	BTAN	266	2 338	60 081	68 931	-12,84%
	<b>Dettes non négociables</b>	0	500	583	3 633	-83,95%
	<b>Flux liés aux instruments financiers à terme</b>	-117	218	-38	169	-122,49%
<b>Flux de trésorerie nets liés aux opérations de financement (III)</b>	-2 653	3	71 914	75 038	-4,16%	
<b>Flux de trésorerie nets non ventilés (IV)</b>	4 297	-3 049	11 567	5 789	99,81%	
<b>VARIATION DE TRESORERIE (V=I+II+III+IV=VII-VI)</b>	-4 948	-11 999	-7 035	-45 709	84,61%	
<b>TRESORERIE EN DEBUT DE PERIODE (VI)</b>	-87 453	-55 026	-85 366	-21 316	-300,48%	
<b>TRESORERIE EN FIN DE PERIODE (VII)</b>	-92 401	-67 025	-92 401	-67 025	-37,86%	

Unité : million d'€

Correspondants du Trésor et personnes habilitées		2011			2010	
		Situation au 1er janvier	Augmentations	Diminutions	Situation fin octobre	Situation fin octobre
<b>D F T</b>	Organismes d'assurance et de réassurance	2	739	740	1	0
	Caisse des Dépôts et Consignations	6 505	141 739	141 761	6 483	1 280
	<b>Organismes à caractère financier</b>	4	5 693	5 697	0	72
	Natixis banque	1	25	26	0	2
	La Poste	118	101 805	101 635	288	52
	<b>CEPL</b>					
	Régions	1 182	37 202	37 894	490	524
	Départements	4 208	78 117	80 254	2 071	1 358
	Communes	16 740	96 514	97 753	15 501	14 055
	Hôpitaux	3 864	72 787	73 843	2 808	3 439
	HLM	196	10 284	10 323	157	115
	Autres CEPL	14 568	92 893	93 088	14 373	12 426
	<b>Etablissements publics nationaux</b>					
	Etablissements publics nationaux à caractère administratif	28 770	136 390	133 656	31 504	26 880
	Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	8 665	23 366	24 025	8 006	7 400
	Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	1 078	26 017	25 197	1 898	406
	Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	444	6 596	6 436	604	274
	<b>Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger</b>	12 008	18 617	16 734	13 891	11 253
	<b>Communautés européennes</b>	2 007	21 055	20 925	2 137	3 000
	<b>Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés</b>					
Fonds et Fondations	56	211	224	43	46	
GIP	206	1 477	1 493	190	179	
EPL	1 892	6 724	6 525	2 091	2 047	
Autres correspondants	2 929	19 981	16 781	6 129	2 122	
Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor	26	0	26	0	0	
Intérêts courus sur comptes DFT	189	0	63	126	0	
<b>C A T</b>						
<b>Placements des CEPL sur un compte à terme</b>	1 766	4 386	3 971	2 181	2 069	
<b>Compte à terme de l'ERAP, de l'ERAFP et de l'AFITF</b>	0	0	0	0	0	
<b>Placements des correspondants (hors CEPL) sur un compte à terme</b>	3 135	14 553	11 291	6 397	3 885	
<b>Intérêts courus sur comptes à terme</b>	8	0	8	0	0	
<b>Total Passif (I)</b>	<b>110 567</b>	<b>917 171</b>	<b>910 369</b>	<b>117 369</b>	<b>92 884</b>	
<i>Créances résultant des placements des deniers pupillaires</i>	1	0	0	1	1	
<i>Découverts des correspondants du Trésor</i>	26	0	26	0	0	
<b>Total Actif (II)</b>	<b>27</b>	<b>0</b>	<b>26</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	
<b>SOLDE NET de la dette de l'Etat à l'égard des correspondants (III = I-II)</b>	<b>110 540</b>	<b>917 171</b>	<b>910 343</b>	<b>117 368</b>	<b>92 883</b>	

DFT = Dépôts de Fonds Trésor. CAT = Comptes A Terme

Unité : million d'€

Dettes	Dettes	Exercice 2011			Exercice 2010	
		Situation au 1er janvier	Augmentations	Diminutions	Situation fin octobre	Situation fin octobre
<b>Dettes négociables (I)</b>	Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	815 753	116 716	61 318	871 151	796 475
	Titres en monnaie étrangère	0	0	0	0	0
	Bons du Trésor à intérêts Annuels Normalisés (BTAN)	226 080	73 762	59 596	240 246	221 397
	Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	187 138	347 815	344 375	190 578	202 768
	Autres titres négociables	0	0	0	0	0
	<b>Total dette négociable (I)</b>	<b>1 228 971</b>	<b>538 293</b>	<b>465 289</b>	<b>1 301 975</b>	<b>1 220 640</b>
<b>Dettes non négociables (II)</b>	Titres non négociables	0	0	0	0	0
	Dette exigible :	242	438 316	438 319	239	246
	- OAT	0	48 436	48 436	0	0
	- BTAN	0	44 936	44 936	0	0
	- BTF	0	344 375	344 375	0	0
	- Autres titres non négociables	242	569	572	239	246
	Autres emprunts et dettes assimilées	0	0	0	0	0
<b>Total dette non négociable (II)</b>	<b>242</b>	<b>438 316</b>	<b>438 319</b>	<b>239</b>	<b>246</b>	
<b>Autres emprunts (III)</b>	<b>Total autres emprunts (III)</b>	<b>7 272</b>	<b>179</b>	<b>601</b>	<b>6 850</b>	<b>7 572</b>
<b>TOTAL DETTE FINANCIERE DE L' ETAT (IV = I+II+III)</b>		<b>1 236 485</b>	<b>976 788</b>	<b>904 209</b>	<b>1 309 064</b>	<b>1 228 458</b>